

LA CRISE

DEFI POUR UN

CHANGEMENT

« Une communauté chrétienne authentique vit en rapport constant avec le reste des hommes dont elle partage les besoins et avec lesquels elle perçoit les problèmes. De par l'expérience de fraternité profonde qui se développe en elle, la communauté chrétienne ne peut que tendre à développer une idée et une méthode pour affronter les problèmes communs, pratiques ou théoriques. Elle peut offrir cette idée et cette méthode en guise de collaboration spécifique au reste de la société dans laquelle elle est insérée » (don Giussani).

Cette contribution de Communion et Libération se place dans la perspective définie par don Giussani. Nous l'offrons à tous en vue d'un dialogue favorable à la reprise de la vitalité de notre pays.

La crise est une donnée

Qu'on le veuille ou non, la crise existe. Elle est en train de changer les conditions de vie de millions de personnes dans de nombreux pays et notamment en France : la pauvreté augmente, de nombreuses entreprises ferment. De ce fait, nous risquons d'être exclus du développement mondial.

La crise provoque différentes réactions, souvent dominées par deux tendances qui s'opposent :

- Subir la crise en pensant l'exorciser et la dépasser en rejetant la faute sur un responsable (qui existe certainement et qui a plus de responsabilité que les autres). Mais, de cette manière, on ne produit aucun changement si ce n'est qu'on favorise les lamentations qui peuvent déboucher sur le désespoir.
- Ignorer la crise après l'avoir provoquée, en continuant à se comporter comme si de rien n'était et surtout sans se mettre en question le moins du monde.

La réalité est positive parce qu'elle mobilise la personne

Il est irrationnel de penser qu'il suffit d'être contre quelqu'un pour vaincre la crise, ou pire encore, d'en nier l'existence. C'est le contraire de la tradition judéo-chrétienne qui perçoit la réalité comme ultimement positive, même quand elle montre un visage négatif ou contrariant.

En fait, la réalité nous mobilise continuellement en nous incitant à prendre position face à ce qui arrive.

Cette conscience a construit l'histoire millénaire de l'Occident. Et en dépit de tout dualisme ou manichéisme – selon lequel le mal est toujours d'un côté et le bien toujours de l'autre -, cette conscience a permis de construire l'avenir justement en acceptant les défis de la réalité, en leur répondant avec intelligence, créativité et capacité de sacrifice.

Comme l'a dit Benoît XVI, « *un progrès qui se peut additionner n'est possible que dans le domaine matériel. Ici, dans la connaissance croissante des structures de la matière et en relation avec les inventions toujours plus avancées, on note clairement une continuité du progrès vers une maîtrise toujours plus grande de la nature. À l'inverse, dans le domaine de la conscience éthique et de la décision morale, il n'y a pas de possibilité équivalente d'additionner, pour la simple raison que la liberté de l'homme est toujours nouvelle et qu'elle doit toujours prendre à nouveau ses décisions. Jamais elles ne sont simplement déjà prises pour nous par d'autres – dans un tel cas, en effet, nous ne serions plus libres. La liberté présuppose que, dans les décisions fondamentales, tout homme, chaque génération, est un nouveau commencement* » (*Spe salvi*, 24).

C'est la raison pour laquelle, tout en reconnaissant le malaise et la désorientation qui poussent chacun à agir de manière solitaire et à faire des choix de vie toujours plus fragiles, le Pape a encore lancé cet appel : « Chers jeunes, n'ayez pas peur d'affronter ces défis ! Ne perdez jamais l'espérance » (Ancône, 11 septembre 2011).

C'est une invitation à regarder la crise comme une opportunité : elle nous oblige à nous rendre compte de la valeur de choses auxquelles nous ne pensons pas jusqu'au moment où elles viennent à manquer : par exemple la famille, l'éducation, le travail.

Du reste, la France a traversé beaucoup de crises depuis deux siècles, sans rester enfermée dans une posture passéiste et idéologique mais en mettant en jeu une capacité de changement qui a posé les prémises d'un continuel renouveau de la cohabitation sociale (aussi nouveau qu'imprévisible).

La question qu'il faut alors se poser concerne le contenu du changement, fruit d'une liberté en action. En premier lieu, il faut être loyal et admettre que les idéologies sont dépassées, que le recours systématique à l'Etat est ruineux et que la finance ne sauve pas l'homme. Ces recettes d'un autre âge contribuent à faire grossir la foule des indignés, signe d'une exigence aussi positive (dans le sens où elle réclame que les désirs et les besoins concrets des personnes ne soient pas continuellement censurés dans le débat public) que décomposée.

En second lieu, il faut reconnaître que, dans la situation actuelle, on peut repérer les traces d'un changement positif.

Quelques exemples

Il y a des personnes qui ne se laissent pas entraîner par le flux des choses, mais qui rament à contre-courant en faisant même des sacrifices ; raison pour laquelle on peut les reconnaître. Au cœur d'une des crises les plus graves de notre histoire, il y a des faits vertueux, signes que des personnes se sont remises en action sans attendre que d'autres – toujours les autres – résolvent les problèmes. Impuissants à tout changer immédiatement, ils ont commencé eux-mêmes à changer. Il y a des personnes qui affrontent la réalité sans entraves et essaient d'agir sans rien renier ni oublier.

- Beaucoup de familles, qui pourraient s’effriter sous le coup des difficultés économiques, découvrent la valeur du sacrifice, que ce soit pour garantir à tout prix l’éducation des enfants, au point d’accepter un régime de vie plus sobre ; ou pour tisser des réseaux de solidarité ;
- Dans un monde scolaire étatisé et bureaucratique, on rencontre toujours plus souvent des enseignants qui imaginent de nouvelles méthodes d’enseignement, individuellement ou avec des collègues ;
- Malgré d’énormes difficultés de financement, des œuvres de solidarité continuent à naître ; certaines œuvres « historiques » se renouvellent au lieu de mourir et développent l’expérience du partage gratuit du besoin de millions de personnes, tel un océan de charité qui a marqué l’histoire de la France ;
- Malgré mille obstacles qui pourraient les inciter à fermer, il y a des entreprises qui ont relevé le défi du changement, notamment en relocalisant leur production en France, et qui créent des emplois en augmentant leur chiffre d’affaires, même si, à elles seules, elles n’arrivent pas à soutenir la croissance économique de la France.

Les facteurs d’un changement possible

Quel est le point commun de toutes ces tentatives positives ?

C’est la conviction que, même quand elle semble négative et difficile – comme aujourd’hui - la réalité remet en jeu l’envie de connaître, de construire, de s’engager et ce, quand bien même ce désir a été réduit, voire anéanti par des années de pensée unique et de mentalité dominante.

Alors, pour ne pas se résigner à subir la crise, la voie pour la traverser c’est de vivre la réalité comme une provocation qui réveille le désir et l’exigence ; ce qui, en ce qui concerne la France, signifie aussi ingéniosité, connaissance et créativité.

Ces tentatives indiquent la réponse à la seule question que personne ne semble prêt à affronter : d’où peut renaître la croissance, à partir de quoi peut-on recréer la richesse de la France ?

Cette renaissance trouve son origine dans cet **instant imprévisible** où un homme prend l’initiative, propose des produits, des services, une valeur ajoutée, de la beauté, pour soi et pour les autres, sans que la richesse de cette nouveauté ne soit prédéterminée par un contexte historique, social ou politique.

C’est surtout dans les moments de crise que ce désir en action est le facteur le plus puissant qui fait renaître la certitude que celui qui accepte ce défi est « une ressource humaine pour notre pays ».

L’espoir renaît au cœur d’un peuple

Mais l’éveil du désir et les tentatives de l’individu ne peuvent durer que s’ils sont partie prenante d’un peuple. Le peuple ce sont des personnes qui se mettent ensemble de manière substantielle et pas pour un avantage provisoire. Ils ne se regroupent pas contre un ennemi, mais pour désirer et rechercher un bien. Voilà pourquoi la destruction d’un peuple – avec toute la richesse de ses capacités d’expression et d’association – est l’antichambre de la mort du désir : en effet, si les jeunes ne sont pas confrontés à une expérience humaine différente, comment peuvent-ils percevoir que le monde peut changer ? Et comment l’espoir d’un avenir peut-il naître en eux ?

Le devoir de la politique

Les choix politiques doivent tenir compte de ceux qui agissent dans cette direction et ne doivent pas être guidés par des enjeux de pouvoir au profit de ceux qui promettent de tout changer afin que rien ne change.

Comme l'a dit le Pape au Parlement allemand, ce qui est important pour un homme politique c'est d'avoir « un cœur docile » qui sache « rendre justice au peuple » et « distinguer le bien du mal ». Le Pape a mis entre les mains de tout le monde le critère pour juger l'action des hommes politiques.

C'est ce qui explique que des personnes de différentes sensibilités puissent se rencontrer même en politique, afin que, malgré les oppositions parfois radicales, une collaboration puisse naître au service du bien commun.

Ces éléments peuvent opportunément orienter les choix politiques, comme des instruments pour un changement qui vient inévitablement de la base. En fait, la première politique consiste à soutenir celui qui construit un bien pour tous et à chercher ensemble des réponses pratiques aux difficultés et aux espoirs d'un peuple.

On peut ainsi relancer le développement du pays en pariant sur les « moi » en action – personnes et communautés – et en reconnaissant le rôle décisif de l'éducation dont dépend l'avenir d'un peuple. Et l'éducation ne concerne pas seulement les jeunes, mais tout le monde.

Voici quelques pistes qui peuvent favoriser une reprise autant morale qu'économique dans notre société :

- Fonder une culture sociale et politique nouvelle, bâtie sur le respect de la personne humaine, en commençant par le respect de la vie dans tous ses moments et tous ses aspects ;
- Défendre et promouvoir une vraie politique familiale, ciment de toute société ;
- Investir dans un système d'éducation constitué d'écoles publiques et privées, d'universités compétitives sur le plan didactique et de la recherche, valorisant le mérite des étudiants et des professeurs dès le recrutement ;
- Favoriser les entreprises qui créent de l'emploi et produisent en France ;
- Selon le principe de la subsidiarité, encourager les initiatives individuelles ou collectives qui œuvrent pour le bien commun.

C'est au niveau de ces préoccupations que peut se situer la contribution des catholiques à la vie sociale.

Nous ne prétendons pas avoir la solution avec des recettes miracles. Mais, chacun de nous a la possibilité de chercher et voir les signes qui permettent de regarder avec espérance la réalité, c'est-à-dire notre futur commun. Ce n'est pas une question d'abord politique, mais de désir et de raison.

C'est pourquoi, comme le rappelle Benoît XVI, si « *L'Eglise ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier une société la plus juste possible (...) elle ne peut ni ne doit non plus rester à l'écart dans la lutte pour la justice. Elle doit s'insérer en elle par la voie de l'argumentation rationnelle et elle doit réveiller les forces spirituelles, sans lesquelles la justice, qui requiert aussi des renoncements ne peut s'affirmer ni se développer* » (Benoît XVI Deus Caritas est n°28, 2006).